

# ÉLECTIONS 2011

## CONSEILS DE GESTION ET SCIENTIFIQUE DE DÉPARTEMENT

*Nous sommes candidats au conseil du département parce que celui-ci doit représenter les personnels et les collectifs de travail pour faire vivre et développer nos disciplines. Il doit librement débattre et orienter les recherches à l'échelle du dispositif national. Il doit rendre des arbitrages instruits par l'ensemble des éléments d'appréciations qu'en tant qu'élus nous exprimons dans les conseils scientifique et de gestion. Le département et ses conseils sont des lieux essentiels de la vie de la recherche, de ses unités et de ses personnels. Les départements sont sans cesse menacés par les remaniements de la direction et/ou ceux prônés par l'inspection générale de l'enseignement supérieur et de la recherche qui, dans son rapport d'audit sur les fonctions supports de l'INRA (cf. sur notre site <http://www.inra.cgt.fr/> ou <https://intranet.inra.fr/cgt/>), ne tient aucun compte de ces structures qui pourtant vertèbrent l'INRA.*

***Aujourd'hui, nos travaux et nos équipes sont mis en difficultés par des attaques multiples contre les structures de décisions de l'INRA.***

- Les agences européennes et nationales, sans représentation du personnel, détiennent de plus en plus les clefs du fonctionnement des laboratoires. En résulte une désagrégation des départements de recherche dont les instances s'épuisent en tâches éloignées de leur rôle constructif.
- Les *Alliances*, imposées par les récentes réformes, décident de plus en plus des orientations scientifiques majeures de nos disciplines, en dehors de toute consultation des personnels. Elles servent l'objectif répété encore récemment de transformer les organismes en simples agences de moyens.
- La LRU et l'objectif de sélectionner un tout petit nombre de centres universitaires autour desquels devrait se concentrer l'essentiel des moyens met à mal notre dispositif pourtant reconnu comme exceptionnel dans le monde entier. Des gaspillages inadmissibles comme à Saclay, sont en passe d'être commis pour le plaisir du prince et satisfaire les marchands de savoir.
- Enfin, les budgets de recherche sont en chute, le discours mensonger du gouvernement ne trompant personne lorsque le fonctionnement du département diminue de 2,7 %.

La direction générale a clairement choisi de participer, voir devancer, la politique du gouvernement. La mise en place de la Prime d'Excellence Scientifique en est un exemple frappant, tout comme l'anticipation des conclusions du rapport d'audit des fonctions supports de l'INRA avec les regroupements de centres, les fusions de SDAR, la territorialisation (prédominance accordée aux régions sur l'organisation par départements, etc.). Si la DG suit les conclusions de ce rapport, les présidents de centres acquerraient des pouvoirs sur la gestion des budgets et des personnels jusqu'ici du ressort des départements, et au final sur l'organisation même de la recherche. Déjà, le document d'Orientation 2010-2020 accentuait les dangers de la politique gouvernementale par l'instauration d'une compétition pour les moyens et les postes entre les équipes autour de « métaprogrammes ». Nous assistons à une dissolution de fait des départements, désormais écartelés entre la sommation à répondre à un schéma stratégique qui leur échappe et la nécessité de donner des moyens à des métaprogrammes très finalisés, à court termes et indifférents au sort des disciplines et à la construction des compétences. Le management prend la place des consultations et décisions collégiales. Nous défendons une vision toute autre de la nécessaire interdisciplinarité face aux grands enjeux scientifiques. Nous défendons au contraire l'aspiration générale à la coopération. Nous voulons contribuer à consolider les départements comme le lieu de vie essentiel de la science à l'INRA. Les gestions des postes et du budget doivent rester avant tout l'affaire des départements, dans lesquels nous continuerons de demander beaucoup plus de consultation des élus et de collégialité dans les décisions.

Elus sur cette profession de foi, nous nous engageons à défendre un INRA à 100 % au service de tous les citoyens. Nous nous reconnaissons ainsi dans l'engagement de l'ensemble des élus des secteurs scientifiques au Conseil Scientifique National qui eux aussi sont soutenus par la CGT INRA. Nous nous engageons à utiliser ce lien pour relayer tant au plan du département, qu'au plan national, nos aspirations à une recherche publique libre, indépendante, collaborative et efficace.

Enfin, nous défendrons vigoureusement toutes les catégories de personnels quelque soit leur lieu de travail (TGU, UMR, UE, plateforme, SDAR, etc.), ainsi que les conditions de travail de tous. Nous lutterons contre toutes les formes de rémunération au mérite (incluant la PES), contre la précarité, contre la domination des contrats qui créent des centaines de CDD dans toutes les catégories et pour obtenir des postes statutaires et des moyens récurrents suffisants pour conduire nos travaux. Nous défendrons les fonctions d'appui contre leur « externalisation » et leur mutualisation au détriment des personnels, comme dans des TGU. Nous nous opposerons aux restructurations et aux fermetures arbitraires d'unité ainsi qu'aux mobilités forcées des personnels. Nous défendrons un service public de la recherche agronomique, ancré dans les territoires, au service des consommateurs et de tous les citoyens et respectueux de ses personnels.